

## LES CAHIERS DE DOLÉANCES

ROBERT DUGUET

2 DÉCEMBRE 2018

Mouvement social soutenu à l'heure qu'il est par plus de 80% du peuple français, il renoue avec la méthode des Cahiers de doléances qui préparera les conditions politiques de l'explosion de 1789 et de la liquidation de la monarchie de droit divin. Un certain nombre de représentants officiels du mouvement ouvrier de ce pays, partis ou syndicats, ne veulent y voir que les éléments d'extrême droite [...] qui cherchent à greffer sur ses aspirations sociales un débouché populiste à l'italienne.

Ces craintes liées aux derniers comforts d'une «aristocratie ouvrière» – positions confortables sous les lambris de la République – pour l'instant ne veulent pas prendre en compte que ces couches du salariat et de la petite bourgeoisie ruinée sont totalement abandonnées à leur sort.

J'entendais hier sur la radio le témoignage d'un agriculteur sur sa situation matérielle, expliquant qu'il arrivait à comptabiliser jusqu'à 80 heures de travail par semaine, sans pouvoir dégager un salaire pour le faire vivre, lui et sa famille. Mieux, pour ce mois de novembre 2018, il ajoutait que c'était sa propre mère retraitée qui avait fait les courses d'alimentation du ménage. Combien de ces hommes et femmes, revêtant le gilet jaune sont aujourd'hui dans une situation aussi dégradante?

### QUELLE APPROCHE FACE À CE «CLAIR-OBSCUR»?

Alors oui, si on lit ce catalogue de revendications, certains ne manqueront pas de souligner le caractère parfois contradictoire de ce qui est revendiqué: un peuple, lassé par les stratégies des journées d'actions syndicales et les défaites successives essuyées depuis 1995, se met en mouvement avec toutes ses illusions, ses faiblesses idéologiques et organisationnelles. D'autant que le mouvement ouvrier officiel ne joue plus sa fonction de formateur de ce qu'on appelait autrefois la conscience d'appartenir à une classe sociale, en capacité de reconstruire la société sur des bases émancipées de l'exploitation capitaliste.

Dans ce clair-obscur, pour reprendre l'image d'Antonio Gramsci, peuvent surgir de nouveaux monstres, si le mouvement ouvrier ne reprend pas l'initiative. Sa place est dans l'accompagnement du mouvement des Gilets jaunes et la convergence. Il me semble que c'est là la ligne à construire. [...]

### JUSQU'OUÛ IRA CE MOUVEMENT ? NUL NE LE SAIT À L'ÉTAPE ACTUELLE

L'année 1788 a été celle des Cahiers de doléances, mouvement d'un peuple écrasé par une crise économique et sociale, qui débouche sur la Constituante, mouvement par lequel le peuple souverain redéfinit par lui-même le cadre du pacte social. Il y aura les ouvriers de 1848, la Commune, le Front populaire, la Libération, puis 1968. Les aspirations sociales de la grande révolution, œuvres toujours inachevées par la victoire des possédants, vivent dans notre conscience collective. Sommes-nous à ce moment de rupture?

Le jeudi 29 novembre 2018, le mouvement a envoyé aux médias et aux députés un communiqué comprenant une quarantaine de revendications. Les revendications des Gilets jaunes dépassent désormais officiellement la seule question des prix du carburant. Dans un long communiqué la délégation du mouvement liste une série de revendications qu'il souhaite voir appliquées.

«Députés de France, nous vous faisons part des directives du peuple pour que vous les transposiez en loi. Obéissez à la volonté du peuple. Faites appliquer ces directives», écrivent les Gilets jaunes. [...]

### LE RELEVÉ DES DOLÉANCES

- 1) Zéro SDF.
- 2) Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- 3) Smic à 1300 euros net par mois.
- 4) Favoriser les petits commerces des villages et des centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes.
- 5) Grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- 6) Que les gros, Mac Donald's, Google, Amazon et Carrefour, payent beaucoup d'impôts et que les petits artisans payent peu d'impôts.
- 7) Même système de sécurité sociale pour tous, y compris les artisans et les auto-entrepreneurs. Fin du régime social des indépendants (RSI).
- 8) Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.
- 9) Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- 10) Pas de retraite en dessous de mille deux cents euros.

- 11) Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket-restaurant et au chèque-vacances.
- 12) Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés sur l'inflation.
- 13) Protéger l'industrie française. Interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- 14) Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- 15) Pour la sécurité de l'emploi, limiter davantage le nombre de contrats de travail à durée déterminée (pour les grosses entreprises). Nous voulons plus de contrats de travail à durée indéterminée.
- 16) Fin du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène, qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.
- 17) Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les quatre-vingts milliards d'euros de fraude fiscale.
- 18) Que les causes des migrations forcées soient traitées.
- 19) Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travailler avec l'Organisation des Nations unies (ONU) pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- 20) Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- 21) Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français, cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours.
- 22) Salaire maximum fixé à 15 000 euros par mois.
- 23) Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
- 24) Augmentation des allocations pour les handicapés.
- 25) Limitation des loyers. Davantage de logements à loyer modéré, notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires.
- 26) Interdiction de vendre les biens appartenant à la France, barrages et aéroports.
- 27) Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.
- 28) L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- 29) Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.
- 30) Fin immédiate de la fermeture des petites lignes ferroviaires, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- 31) Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.
- 32) Maximum de vingt-cinq élèves par classe de la maternelle à la terminale.
- 33) Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.
- 34) Le référendum populaire doit entrer dans la constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les personnes pourront faire des propositions de loi. Si une proposition de loi obtient sept cent mille signatures, cette proposition de loi devra être discutée, complétée et amendée par l'assemblée nationale qui aura l'obligation, un an jour pour jour après l'obtention des sept cent mille signatures, de la soumettre au vote des Français.
- 35) Retour à un mandat de sept ans pour le président de la république. L'élection des députés deux ans après l'élection du président de la république permettrait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participerait donc à faire entendre la voix du peuple.
- 36) Retraite à 60 ans et, pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps, maçon ou désosseur par exemple, droit à la retraite à 55 ans.
- 37) Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides Pajemploi jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.
- 38) Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.

- 39) Pas de prélèvement à la source.
- 40) Fin des indemnités présidentielles à vie.
- 41) Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue.  
Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.

*SOURCE : À L'ENCONTRE*